

Togocom

UNE 1^{ÈRE} AU TOGO ! LA FIBRE TOGOCOM DÉJÀ DISPONIBLE EN RÉGION À CINKASSÉ, DAPAONG, KARA, SOKODÉ, ATAKPAMÉ & ANÉHO



888

Demandez votre fibre en agence Togocom !

La fibre

TOGOCOM CHANGE POUR VOUS

togocom.tg



Convention de financement entre CORIS BANK INTERNATIONAL TOGO et la PIA **P.6**



LE LIBERAL

Ni de gauche, ni de la droite, même pas du centre.

Hebdomadaire Togolais d'Information, d'Analyse et d'Opinion

N° 0548 du 10 Novembre 2021 - 250 F CFA / Pdf: 1 €

Covid-19 : L'ambassade des USA érige dans ses locaux un centre de vaccination temporaire



Entre le 9 novembre et le 17 décembre, les citoyens togolais éligibles au vaccin anti covid qui n'ont pas encore reçu leur dose, peuvent le faire dans le parking de l'ambassade des USA à Lomé.

Dans ce centre vaccinal temporaire les experts médicaux togolais certifiés par le ministère de la santé du Togo vont administrer les vaccins uniquement à ceux de la première dose du 9 au 26 novembre puis ils accueilleront les personnes éligibles à la deuxième dose du 29 novembre au 17 décembre.

Ces vaccins sont exclusivement des Pfizer et BioNTech offerts par le gouvernement américain ■■■

PF

La FESEN sursoit à sa grève :

P.3



Cette lettre du ministre BAWARA qui calme tout

Interview de Mme Sama Kondokissem Hodalo: Le Chef service exploitation des postes de péage et pesage, se prononce sur sa mission et les innovations apportées

P.5



Togo, le rythme de création des entreprises s'accélère malgré la crise

Au Togo, le rythme de création d'entreprise reste soutenu malgré la crise sanitaire liée au coronavirus qui a eu des incidences fâcheuses sur l'économie nationale. Ainsi au troisième trimestre de l'année en cours, le pays a enregistré la création de 3 495 entreprises, selon les dernières données fournies par le Centre de formalités des entreprises (CFE). Comparativement au deuxième trimestre où 3 224 entités ont été créées, on note une progression de 8,4%.



portent à 10 806, le total déclaré au CFE depuis le 1er janvier 2021.

Notons qu'en 2020, le pays a enregistré 12529 nouvelles entreprises, soit une hausse de 9% par rapport à l'année 2019 au cours de laquelle 11482 entités ont été créées. Cette dynamique entrepreneuriale est le fruit faut-il le rappeler, des réformes engagées par le gouvernement pour faciliter la création des entreprises et améliorer le climat des affaires dans le pays.

Au rang de ces réformes, il y a la réduction du coût et de la durée de création des nouvelles sociétés, la suppression des frais de publication d'annonce légale, la dématérialisation des procédures d'enregistrement et l'adoption d'une nouvelle charte des TPME.■

Source : autogo.tg

Dans le détail, le nombre d'entreprises déclarées en juillet est de 1 145, de 1 257 en août et de 1093 en septembre. Sur la même période, les statistiques du CFE révèlent que 3 035 des nouvelles entités sont portées par des Togolais, soit 86% du total contre 460 par les étrangers, ce qui représente 14%. La part

déclarée par les personnes physiques est de 2 111 entités correspondant à 60,4% contre 1384 créées par des personnes morales, soit 39,6%.

Si le taux a connu une hausse comparativement au trimestre précédent, il est plutôt en baisse par rapport aux trois premiers mois de l'année où 4 087 nouvelles structures d'affaires ont été enregistrées. Notons que les 3 495 entreprises nouvellement installées,



Récépissé N°0416/23/12/10/HAAC du 23 décembre 2010

Directeur de la Publication

PETCHEZI P. D. Fabrice

Comité de Rédaction

PETCHEZI Fabrice
Alain TCHEDRE
Prosper AWIH
Dick MESSAN (Stagiaire)
Cyrille SABLASSOU

Correcteur

S. Didier

Infographie

JPB

Adresse

Route du Contournement CEDEAO,
Agoè Démakpoè, non loin des rails
Tél: +228 90 15 87 53
+228 22 42 83 46
13 BP 152 Lomé-TOGO

Imprimerie

SDR

Tirage

1000 exemplaires

OTR
OFFICE TOGOLAIS DES RECETTES

du 1^{er} octobre au 15 décembre 2021

bénéficiez d'un **abattement** allant jusqu'à **40%** de la **valeur en douane** de vos **VÉHICULES**

- 25% pour les véhicules dont la date d'entrée aux MAD est comprise entre le 1^{er} janvier et le 15 décembre 2021
- 30% pour les véhicules dont la date d'entrée aux MAD est comprise entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2020
- 35% pour les véhicules dont la date d'entrée aux MAD est comprise entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2019
- 40% pour les véhicules dont la date d'entrée aux MAD est antérieure au 1^{er} janvier 2019

Office Togolais des Recettes - OTR | Canal OTR | +228 90 99 41 01 | 8201

Pharmacies de garde à Lomé Du 08 au 15 Novembre 2021

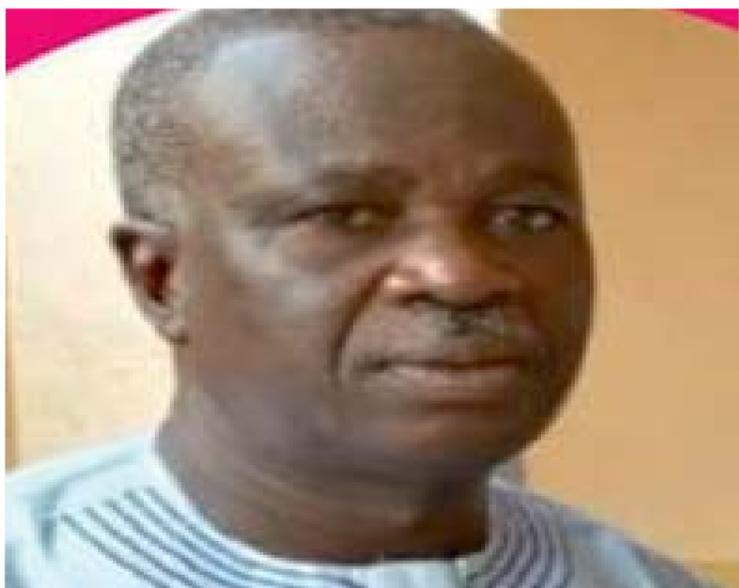
- AKOFA:** Av. Maman N'Danida Amoutivé.22 21 00 97/96 80 08 67
 - SANTE:** Près de NOPATO.70 44 91 37
 - CRISTAL:** Boulevard Hou hët-Boi n.22 20 90 91/97 07 12 32
 - OCAM:** Rue de l'ENTENTE.22 21 62 05/92 85 99 55
 - KODJOVIAKOPE:** Avenue Duisbourg.22 21 89 90/22 20 44 71
 - HOPITAL:** Face Hô ital CHU-Tokoin .22 20 08 08
 - MAIRIE:** Face Mairie.22 21 26 39
 - ISIS:** Avenue Jean Paul II près des rails NUKAFU Gakpoto.70 44 83 87
 - YEM-BLA:** 258, Av. Akéi face à la Résidence.22 26 76 51/90 88 98 72
 - FRATERNITE:** Hédzranawé près de la Clinique St Josph.22 26 81 55/96 80 09 19
 - CITRUS:** Attiégo Carrefour DVA, Grand Contournement. 70 44 59 24/96 80 09 03
 - NOTRE DAME:** Rte de l'Aéroport entre la foire TOGO 2000 et l'Aéroport.96 80 10 12
 - APOTHEKA:** Face siège Fédération Togolaise de Football, route de Kegué. 22 61 57 57/70 44 33 33
 - MISERICORDE:** BE-KPOTA à 300M de NISSAN, A côté de la Station MRS.96 80 09 45
 - LE PROGRES:** Gd contournement, face EPPL- Universelle, non loin de la gendarmerie d'AHADZI-KPOTA.70 45 86 55.96 80 10 00
 - ADIDOGOME:** Face au camp 2ème RI d'Adidogomé.22 50 54 85
 - SILOE:** Carrefour Aflao Apédokoè Atigangomé.90 80 26 39/96 80 10 16
 - ACTUELLE:** Route de Ségbé; Quartier Sagbado-Adidogomé.90 61 46 44/96 80 09 95
 - SEGBE:** Ségbé qt Zanvi, près de l'EPP et du CEG Ségbé.92 59 49 35/79 30 07 29
 - DJIDJOLE:** DJIDJOLE.22 25 65 12/93 93 99 27
 - ST JOSEPH:** Bretelle BE KLIKAME.22 25 74 65/91 09 46 38
 - VIGUEUR:** Rue 267, AGBALEPEDOGAN, Kilimandjaro.22 51 63 30/70 44 81 96
 - MILLENAIRE:** Face de la gendarmerie Agoè-N yi Vé, sur la route de 50m à 300m du côté Nord.22 51 64 31
 - DIEUDONNE:** Route de LLEO 2000, non loin de FUCEC Agoe-Téléssou.70 44 84 59
 - OSSAN:** Etablissement la LIMOUSINE, carrefour AVEDJI.70 40 44 25
 - APOLLON:** Face complexe scolaire Makafui - Non loin du carrefour des hirondelles -Avédji. 70 41 01 07
 - APOU ANTOINE:** Boulevard Lycée Agoè-Nyivé - Agoè-Assiyéyé.70 41 36 12/96 67 59 50
 - CHARITÉ:** A côté du CEG d'Agoè-Nyivé.22 25 12 60/90 65 21 90
 - EMMAÛS:** Sur la route de Mission T ové à côté du Bar Solidarité.70 40 25 40/96 80 09 12
 - ABRAHAM:** Agoè-Logopé Kossigan.22 50 10 00/92 25 99 83
 - DENIS:** Agoè Kové, Carrefour Kpogli.93 08 46 40/70 12 35 85
 - NOUVELLE TULIPE:** Rte de Mission - Tové; Près de la station CAP Agoè-Légbassito.99 47 00 70
 - LE ROCHER:** Agoè Zongo, sur la Rte nationale N°1, près du terrain de jeu de Golf. 92 30 06 56/99 08 05 01
 - ST MICHEL:** Située à Agoè-Nyivé entre la Brasserie BB et l'espace Télécom. 22 51 70 22/70 43 30 43
 - ST ESPRIT:** Sur la bretelle Agoé-Nyivé Kégué, Face au CEG Agoè-Est. 70 40 29 06
 - NABINE:** Sise à Agoè Anomé dit Plateau Route du Bar Plateau.93 36 26 26/98 97 97 96
 - ASSURANCE:** Adétikopé, Nationale N°1, non loin du Marché.93 08 76 76/96 82 76 76
 - SANGUERA:** Près du Lycée de Sanguéra. 70 42 80 80/99 90 89 72
 - GANFAT:** AGOE DALIKO près du Carf EDEM CAMP GP.22 55 08 15.70 22 15 15
 - BAGUIDA:** Face CMS de Baguida 70 42 47 77
 - AVEPOZO:** A côté de la place publique d'Avépozo. 22 27 04 86
- RDS souhaite une Prompte guérison aux patients.**

LE LIBÉRAL, c'est tous les mercredis



La FESEN sursoit à sa grève : **Cette lettre du ministre BAWARA qui calme tout**

On se croyait encore loin du bout du tunnel s'agissant des mouvements qui secouent le monde de l'enseignement depuis le début du mois de novembre. En effet la Fédération des syndicats de l'éducation nationale (FESEN) qui appelait à une cessation des activités pédagogiques aujourd'hui et demain a décidé de surseoir à son mouvement.



Dans une lettre signée de son secrétaire général, Sénon HOUNSIME, la FESEN dit avoir « pris acte de l'attention particulière du Ministre de la fonction publique, face aux préoccupations des enseignants togolais portées par la FESEN » la fédération syndicale dit surseoir à sa grève pour manifester sa bonne foi. Par ailleurs, la FESEN exige la réhabilitation de tous les directeurs et directrices du préscolaire et du primaire déçus de leur poste

Comment en est-on arrivé là ?

En effet dans un courrier réponse adressé aux responsables de la FESEN, le Ministre de la fonction publique du travail et du dialogue social rappelle qu'en application des conclusions de la réunion que le Ministre chargé des enseignements a organisé une réunion à laquelle la FESEN a pris part, « des dispositions diligentes sont d'ores et déjà prises pour accélérer la recherche des solutions idoines aux préoccupations du secteur de l'éducation », peut-on lire. Le courrier poursuit

que le comité de suivi et d'évaluation mis en place conformément au protocole d'accord relatif au secteur de l'enseignement est chargé d'entamer sans délai ses travaux afin d'aboutir le plus tôt possible à des recommandations. Par ailleurs le ministre précise dans sa lettre en date du 9 novembre que concernant, la perspective

de reconduction de cessation des activités pédagogiques projetée contre vient aux dispositions du code de travail notamment en son article 324 qui prescrit des négociations préalables et le respect d'un préavis de 10 jours ouvrés.

Il faut noter qu'au lendemain de leur mouvement d'humeur effectué les 3 et 4

novembre derniers pour revendiquer les primes de gratification exceptionnelle, 1345 directeurs du préscolaire et du primaire ont été révoqués de leurs postes de responsabilité pour n'avoir pas transmis la liste des grévistes à leurs supérieurs hiérarchiques et pire pour avoir eux-mêmes participé à la grève selon le ministre

Kokoroko. Une sanction disciplinaire que les enseignants trouvent inappropriée et impopulaire. C'est ainsi que pour exiger la réhabilitation de leurs collègues directeurs, les membres de la FESEN reconduisent leur mot d'ordre de grève pour deux jours, notamment ce mercredi 10 novembre et demain jeudi 11 novembre 2021.

La lettre du Ministre mentionne d'ailleurs que les agents qui participeraient à un mouvement s'exposent à des mesures disciplinaires. Le ministre finit sa lettre réponse par un appel à tous les acteurs de l'éducation particulièrement la FESEN à cultiver l'esprit de concertation et de responsabilité. Voilà de façon ramassée cette lettre de Gilbert BAWARA qui a le mérite d'avoir calmé les ardeurs des enseignants et la FESEN qui annule les mouvements préconisés auparavant.

P.F

Frontière Togo-Bénin : **Poste de contrôles bientôt à Kémériida**

Le Ministère de la sécurité et de la protection civile a lancé la semaine écoulée, la construction du poste de contrôles inter-États de Kémériida (au nord du pays, dans la préfecture de la Binah), pour le passage entre le Togo et le Bénin.

La pose de la première pierre de cette infrastructure a été faite par le ministre de tutelle, Yark DAMEHANE, en présence de représentants de l'ambassade d'Allemagne au Togo, et de l'Office international des migrations (OIM), qui ont financé le projet.



Pour le ministre, la construction de cet édifice s'inscrit dans le cadre du renforcement de la sécurité des frontières et de la résilience des communautés frontalières dans le Golfe de Guinée. Il s'agira via ce poste frontalier,

notamment d'améliorer le travail des forces de sécurité aux frontières, de rendre plus fluide le contrôle des flux migratoires, et de renforcer les activités de prévention du terrorisme et de l'extrémisme violent, a-t-il ajouté.

Notons que le projet s'inscrit également dans les priorités retenues dans la feuille de route gouvernementale 2020-2025 et se rattache à l'axe stratégique 1 qui vise à renforcer l'inclusion, l'harmonie sociale et la consolidation de la Paix, indique-t-on. Le nouveau poste intégrera des fonctionnalités modernes, permettant de renforcer la lutte contre l'expansion du terrorisme, l'extrémisme violent et la criminalité transnationale. Les travaux de construction devraient durer 6 mois.



4 Actualité

Appui à la décentralisation : Des bâtiments administratifs à 10 communes

Au total 10 communes de l'intérieur du pays ont bénéficié la semaine dernière des bâtiments administratifs devant abriter leurs administrations communales. Cette démarche s'inscrit dans le cadre du Programme de Décentralisation et Gouvernance Locale (PRODEGOL). D'un coût global de 1,3 milliards de francs CFA, les travaux ont été financés par l'Union européenne et l'Allemagne à travers la coopération technique allemande, la GIZ.

Les communes de Bassar1, Binah1, Ogoul, Tone1, Kozah 1, Oti 1, Tchamba 1, Amoul, Yoto 1, et Sotouboua 1 ont bénéficié des bâtiments administratifs. Composés entre autres d'hôtels de ville, de salles de réunion, d'une salle de mariage, d'un secrétariat, d'espaces culturels, de services techniques et d'annexes d'état civil, des installations sanitaires et d'un parking pour les engins, les bâtiments sont destinés à abriter les administrations des dites municipalités. La cérémonie de remise officielle des édifices a eu lieu dans la commune de Sotouboua1.

Les travaux ont consisté à l'amélioration du cadre d'accueil des usagers, à l'extension et la sécurisation des bâtiments et des réseaux à travers une mise aux normes des installations surtout électriques.



Ces édifices sont accompagnés de lots de matériels de bureau et informatiques. « Aujourd'hui, notre commune présente un nouveau visage et c'est une joie pour toute la population de Sotouboua. Désormais, nos prestations vont changer au profit de nos citoyens, parce que nous disposons de cadres plus confortables, des équipements modernes et d'autres outils nécessaires pouvant nous permettre de jouer notre rôle d'élus locaux. Nous remercions

la République fédérale d'Allemagne et l'UE pour leurs appuis multiformes », s'est réjoui Plibam Gnanguissa, maire de Sotouboua1.

Avec cet appui à la décentralisation, la délégation de l'Union européenne ambitionne de créer un cadre de travail plus adéquat aux élus locaux pouvant leur favoriser un bon déroulement des activités et des prestations de bonne qualité aux administrés. « L'administration locale est le niveau de l'administration publique

le plus proche des citoyens qui a un impact plus immédiat et plus direct sur les populations à la base en termes de prestation de services d'assainissement. C'est pourquoi il est important de renforcer la motivation, le fonctionnalisme et la performance de la commune au profit des populations », a souligné Joaquin Tasso Vilallonga, chef de la délégation de l'Union européenne au Togo.

Pour sa part, la responsable du ProDeGoL Dr. Omnia Aboukorah-Voigt a indiqué que « décentraliser pour développer constitue l'une des plus grandes ambitions des politiques publiques adoptées par le Gouvernement togolais qui reconnaît la décentralisation comme le modèle d'administration le plus

apte et le plus efficace pour lutter contre la pauvreté et les inégalités ». Il faut rappeler que ProDeGoL est un programme qui soutient le ministère de l'administration territoriale, de la décentralisation et du développement des territoires.

C'est une initiative financée par la délégation de l'Union européenne et le ministère fédéral allemand chargé de la coopération économique et qui vise à contribuer au renforcement des capacités des administrations communales et des services fiscaux au niveau local ainsi qu'à l'amélioration des services de l'état civil au niveau local et national. Sa mise en œuvre arrive à terme en 2022.

Notons qu'au Togo, le processus de la décentralisation est entré dans sa phase effective depuis la tenue des élections locales en 2019.■

Roger GBESSIA

Exposition universelle de Dubaï:

Le comité national chargé de l'organisation fait le point des préparatifs

Le Togo se prépare à prendre part à l'exposition universelle de Dubaï 2020. En prélude à la journée économique à laquelle le Togo participera le 19 décembre prochain, le comité national chargé de l'organisation de la participation du Togo a organisé le vendredi 05 novembre au siège de la CCIT une séance préparatoire d'informations et d'échanges à l'endroit des opérateurs économiques qui manifestent leur désir de participer à cette exposition.

Au cours de cette rencontre, des informations et précisions ont été apportées sur les activités qui sont inscrites et les dispositions mises en place pour faciliter les déplacements lors de l'exposition. Il ressort que le Togo a programmé trois grandes activités dont la première est la journée économique. Elle sera animée par le



gouvernement et sera d'investissements au question des opportunités Togo. La seconde partie d'affaires et est réservée aux

opérateurs économiques qui peuvent profiter pour nouer des contacts et partenariats d'affaires. Les participants à cette exposition sont essentiellement les patrons des grandes entreprises et les opérateurs économiques venant du Togo et du reste du monde.

Selon le commissaire général de l'exposition, Kueku Johnson BANKA, le thème retenu pour cette année porte beaucoup plus sur le numérique Togo a opté pour le numérique. Mais en ce

qui concerne la journée économique tous les secteurs d'activités sont concernés. Il y'a des projets que le Togo a initié qui ne sont pas d'actualité dans certains pays et vice-versa. Alors cette manifestation a-t-elle poursuivi, sera une rencontre d'échanges et de partages d'expériences. Le commissaire général a précisé que actuellement il y'a une cinquantaine de déclarations d'intentions au plan local. Il les a exhortés à faire la confirmation au plus tard le 10 novembre.■

Raoul TETOUGNAKI



Interview de Mme Sama Kondokissem Hodalo: Le Chef service exploitation des postes de péage et pesage, se prononce sur sa mission et les innovations apportées

« Notre responsabilité au service exploitation des postes de péage et pesage, exige de nous une attention particulière vis-à-vis des usagers de la route et de la technologie, pour concilier leurs exigences avec celles de la loi et de l'avancée technologique... », Mme Sama Kondokissem Hodalo

La SAFER a confié la gestion du fonctionnement des postes de péage et pesage à une femme. Il s'agit de Mme Sama Kondokissem Hodalo, gestionnaire de formation. En ce dernier semestre de l'an 2021, elle assure la coordination des opérations de collecte de droits d'usage de la route sur 13 postes répartis dans les cinq régions économiques du pays. Dans cet entretien, l'ex chef du péage de Davié nous présente les missions qui lui sont dévolues tout en apportant des précisions sur le niveau moyen de mobilisation des fonds et la ressource humaine qui s'y atèle.

Elle passe également en revue les différentes formes de modernisation des péages avec appréciation du bénéfice des usagers. Mme Sama décrit ensuite le phénomène de contournement des péages par certains usagers de la route et rassure les autorités car, dit-elle, des dispositions sont en cours en collaboration avec les élus locaux pour mettre fin au mal qui porterait un coût dans la mobilisation des ressources financières.

Dans l'organigramme de la Société Autonome de Financement de l'Entretien Routier (SAFER), vous occupez le poste de chef service exploitation des postes de péage et pesage. Pouvez-vous nous rappeler en détail la mission qui vous a été confiée depuis votre nomination ?

Précédemment chef de poste au péage de Davié, nous avons accédé au service exploitation des postes de péages et pesage en décembre 2019. Principalement, nous avons pour mission la gestion du fonctionnement des postes; la coordination des opérations de collectes des droits d'usage de la route puis la supervision des activités de maintenance des équipements.

Plusieurs grands axes routiers du Togo sont dotés de postes de péage pour la mobilisation des ressources financières en faveur de l'entretien de l'ensemble du réseau routier national. Quel peut être en moyenne le niveau de mobilisation des fonds pour le financement de l'entretien routier ?

L'exploitation des postes de péage a été confiée à la SAFER par nos autorités en vue du financement de



Mme Sama Kondokissem Hodalo, chef service exploitation des postes de péage et pesage

l'entretien de l'ensemble du réseau routier national. Tous les postes de péage n'accueillent pas le même trafic routier et donc, n'offrent pas le même rendement en termes de ressources financières. D'une façon plus simplifiée, nous pouvons dire que l'apport des péages dans l'assiette allouée à l'entretien routier avoisine les 30% en 2020.

A combien estime-t-on le nombre de postes de péage au Togo à la date du 18 octobre 2021 ? (une présentation chronologique de la mise en service des différents postes de péage si possible)

Comme précédemment énoncé, les postes de péages sont implantés dans toutes les régions économiques du territoire national togolais. La SAFER a hérité au départ d'un

ensemble de quatre postes de péage en exploitation de l'ex CAPER dont le premier poste a été construit sur la nationale n°2 au niveau de Vodougbe dans la préfecture des Lacs et mis en exploitation dès juillet 2006. Trois autres postes à savoir Davié, Sotouboua et Sanguera, ont été mis en exploitation à partir de juillet 2007.

Par la suite, le gouvernement a confié à la SAFER, la gestion de nouveaux postes notamment le péage d'Alédjo dans la préfecture d'Assoli ; de Défalé dans la préfecture de Doufelgou, tous deux mis en exploitation en janvier 2015. Dans la préfecture de Tône, le gouvernement implante un péage qui entre en fonction en mai 2018. Il faut compter aussi le péage d'Adéta (préfecture de Kpélé) mis en service dès septembre

2018.

Au cours de l'année 2021, deux nouveaux postes de péage ont vu le jour : il s'agit des péages de Notsé ouvert en février dans le Haho et celui de Kpomé, qui a démarré en août dans la préfecture de Zio sur la route Lomé-Vogan. Un peu avant ces deux plus récents postes, on note l'ouverture du péage d'Aképedo en octobre 2020 dans la préfecture de l'Avé.

Il est à noter aussi l'implantation et l'exploitation de kiosques à Tabligbo (préfecture de Yoto) en décembre 2018 et sur les anciennes voies à (l'opposé des postes qui sont déjà en exploitation sur les contournements) d'Alédjo et de Défalé.

Outre la mission de financement de l'entretien routier, il est constaté que les postes de péage constituent un canal pourvoyeur d'emplois : à combien évaluez-vous la ressource humaine affectée pour assurer en permanence la collecte des droits d'usage de la route ? Expliquez comment vous arrivez à garantir, à travers ce personnel, le fonctionnement permanent et efficace des postes de péage.

A l'instar de tout service, la SAFER pourvoit à l'emploi dans sa recherche de main d'œuvre qualifiée et compétente nécessaire au fonctionnement des postes. La ressource humaine indispensable au fonctionnement d'un poste varie selon sa taille et son niveau de technicité. Mais d'une manière générale, le fonctionnement d'un poste de péage nécessite une logistique et un personnel minimum composé d'un chef de poste, des chefs d'équipes, des régisseurs aux commandes de la régie de vidéosurveillance, un électrotechnicien, des caissiers et des techniciens de surface.

Les chefs d'équipe, les régisseurs et les caissiers sont organisés en équipes de rotation pour maintenir le poste ouvert 24h/24 et 7j/7.

Le chef de poste organise l'ensemble des activités sur le poste et les électrotechniciens assurent la maintenance des équipements installés sur le poste.

La régie de vidéosurveillance est l'organe de contrôle qui exploite les caméras de vidéosurveillance installées sur les postes de péage depuis juillet 2014. La SAFER a mis en place ce système pour rassurer les usagers et les instances supérieures de contrôle que les recettes reversées sont celles qui sont collectées. Naturellement l'impact est significatif sur l'efficacité de l'opération de collecte des droits d'usage de la route aux postes de péage.

SOURCE : Le MEGA INFO (La suite dans LE LIBERAL 549)



6 Economie



Convention de financement entre CORIS BANK INTERNATIONAL TOGO et la PIA

Une convention de 20 milliards destinés aux activités de SUPPLY CHAIN (AGRI - PIA) depuis la semaine dernière entre CORIS BANK INTERNATIONAL TOGO et la Plateforme Industrielle d'Adetikopé. On parle d'un montant de

Ce financement est le premier du genre en faveur de la Plateforme Industrielle d'Adetikopé (PIA) et vise à contribuer de façon significative à l'exploitation de la Nouvelle Zone

Industrielle.

Ce partenariat tire son intérêt économique dans l'acquisition de Soja, en vue d'approvisionner en matières premières les industries installées dans la Plateforme pour la

transformation locale, répondant ainsi aux objectifs du Plan National de Développement (PND) prôné par le Gouvernement Togolais.

Voici l'intégralité du communiqué de presse ■



COMMUNIQUE DE PRESSE



Lomé le 03 Novembre 2021

CORIS BANK INTERNATIONAL TOGO SIGNE UNE CONVENTION DE FINANCEMENT AVEC LA PLATEFORME INDUSTRIELLE D'ADETIKOPE (PIA)

Ce lundi 03 Novembre 2021, a eu lieu la cérémonie de signature d'une convention de financement de (20) vingt milliards de Francs FCFA entre CORIS BANK INTERNATIONAL TOGO (CBI TOGO) et la PLATEFORME INDUSTRIELLE D'ADETIKOPE (PIA). Ce financement est principalement destiné aux activités de SUPPLY CHAIN (AGRI - PIA) intégrée dans la Plateforme Industrielle entrant dans le cadre de la campagne agricole ouverte récemment.



Ce financement est le premier du genre en faveur de la Plateforme Industrielle d'Adetikopé (PIA) et vise à contribuer de façon significative à l'exploitation de la Nouvelle Zone Industrielle.

CORIS BANK INTERNATIONAL TOGO (CBI TG) poursuit ainsi son objectif d'appui au développement économique du Togo à travers ce financement destiné au secteur primaire moteur du développement de notre pays. Elle témoigne ainsi de sa forte implication et de son engagement dans la mise en œuvre du Programme Nationale de Développement.

Ce partenariat tire son intérêt économique dans l'acquisition de Soja, en vue d'approvisionner en matières premières les industries installées dans la Plateforme pour la transformation locale, répondant ainsi aux objectifs du Plan National de Développement (PND) prôné par le Gouvernement Togolais.

CORIS BANK INTERNATIONAL TOGO et la PLATEFORME INDUSTRIELLE D'ADETIKOPE (PIA) se réjouissent de ce partenariat dont l'objectif est de renforcer les relations entre les deux institutions et de contribuer au développement de notre pays.

A propos de CBI TOGO

CORIS BANK INTERNATIONAL TOGO est la quatrième filiale de CORIS HOLDING. Elle a lancé officiellement ses activités en

Contacts Médias :

Pour CBI TG
Département Marketing, Communication et
Qualité
Boulevard du 13 janvier, Dékon
Tel : 22 20 82 82 / 22 23 39 12
Email : corisbank-tg@coris-bank.com

février 2015 et ambitionne de devenir la banque de référence au Togo, reconnue pour sa qualité d'organisation, ses produits, ses services et sa performance continue au profit de la clientèle et ses parties prenantes.

CORIS BANK INTERNATIONAL TOGO s'apprête à lancer sa solution de Monnaie Electronique sous la dénomination " Coris Money ".

Depuis son installation au Togo, la banque ne cesse de contribuer au financement de l'économie togolaise. L'encours des engagements au 30/06/2021 est de plus de 174 milliards.

Le Groupe CORIS a été désigné meilleur contributeur sur les obligations de l'Etat du TOGO, par l'agence UMOA Titres en 2019 avec 114,5 milliards d'encours.

Sur la lutte contre la pandémie COVID-19, le Groupe CORIS a aussi fait face à ses responsabilités et a souscrit pour plus de 763 milliards soit 38,10% des bons COVID-19 de la zone UEMOA. Il est aussi le premier contributeur au TOGO avec un niveau de souscription aux bons pour 106,18 milliards soit 59,65% du total des bons.

Notons que CORIS BANK INTERNATIONAL TOGO (CBI TOGO) est certifié ISO 9001 version 2015 depuis 2018 à la suite d'un audit réalisé par le cabinet international BSI, devenant ainsi la première banque certifiée ISO au Togo.



A propos de PIA

La Plateforme Industrielle d'Adetikopé (PIA) est issue d'un partenariat entre la République togolaise et Arise IIP. Cette plateforme, dont l'investissement total s'élève à 130 milliards de francs CFA, sera opérationnelle à partir de janvier 2021 (Phase 1).

A propos d'Arise IIP

Arise Integrated Industrial Platforms (IIP) est une joint-venture entre Africa Finance Corporation (AFC) et Olam International Ltd (Olam). Elle est spécialisée dans les zones industrielles intégrées et son portefeuille comprend actuellement GSEZ, GDIZ, PIA et SAG

Pour PIA
Siège social : Route National N°1,
Région Maritime
Tel : 22 53 01 70
Email : edwige.dabontin@arisenef.com





**du 1^{er} octobre au
15 décembre 2021**

bénéficiez d'un
abattement
allant jusqu'à

40%

de la

valeur en douane

de vos VÉHICULES



25% pour les véhicules dont la date d'entrée aux MAD est comprise entre le **1^{er} janvier et le 15 décembre 2021**



30% pour les véhicules dont la date d'entrée aux MAD est comprise entre le **1^{er} janvier et le 31 décembre 2020**



35% pour les véhicules dont la date d'entrée aux MAD est comprise entre le **1^{er} janvier et le 31 décembre 2019**



40% pour les véhicules dont la date d'entrée aux MAD est **antérieure au 1^{er} janvier 2019**





SOUSCRIS ET PROFITE DE **WHATSAPP GRATUIT**



 *919*9*10#

forfait VOIX
300 F
=
1500 F
+ 50 MO 

Tarif Promotionnel 15,8 F TTC/Min

Promo valable du 09 au 16 novembre 2021
Cumulable en volume mais pas en validité

TOGOCOM CHANGE POUR VOUS

togocom.tg



SOUSCRIS ET PROFITE DE **WHATSAPP GRATUIT**



 *919*9*11#

forfait VOIX
500 F
=
3000 F
+ 100 MO 

Tarif Promotionnel 13,16 F TTC/Min

Promo valable du 09 au 16 novembre 2021
Cumulable en volume mais pas en validité

TOGOCOM CHANGE POUR VOUS

togocom.tg

